

feu, le Premier ministre par intérim déclara que cette préparation universelle devait désormais être l'objectif à atteindre plutôt que celui plus limité d'une autodéfense civile poursuivie jusque-là. Il préconisa d'entraîner 100 jeunes gens dans chaque secteur de la commune de Ngoma, plutôt que la dizaine qui avait été proposée précédemment, tout en précisant que cette idée devrait être examinée par les responsables des partis politiques, ainsi que par les colonels Gasake et Simba. Lui-même ou d'autres orateurs évoquèrent l'achat de 200 armes à feu destinées aux hommes de la communauté, ce qui devait coûter quelque sept millions de francs rwandais⁸³. Environ dix jours plus tard, le Vice-recteur déposa sur le compte de l'« autodéfense civile », la somme susmentionnée de six millions et demi de francs rwandais, correspondant à peu près à ce qui était nécessaire pour acheter ces armes⁸⁴.

Le Premier ministre par intérim invita les professeurs à participer à un certain nombre de commissions chargées de donner des idées au gouvernement sur la manière de gagner la guerre, d'organiser l'autodéfense civile, de s'occuper des déplacés et des autres personnes dans le besoin, et d'obtenir de l'aide de l'étranger. Des commissions devaient également se pencher sur les relations internationales et notamment préparer des accusations contre l'Ouganda et la Belgique pour leur soutien supposé au FPR. De nombreux professeurs acceptèrent d'y participer et plusieurs des commissions se réunirent deux ou trois fois. Aucune semble-t-il, ne publia de rapport⁸⁵.

Parmi les enseignants qui répondirent au discours prononcé le 14 mai par le Premier ministre par intérim, figurait un médecin, Eugène Rwamucyo qui s'exprimait au nom de quatre partis politiques, le MRND, le MDR, le PSD et un petit parti relativement nouveau : le Parti du renouveau démocratique, récemment organisé par le professeur Ntezimana. Rwamucyo, qui s'était apparemment chargé de l'enlèvement des cadavres dans toute la ville, représentait aussi un groupe appelé le Cercle des républicains. Il appelait à une plus grande intervention de l'État, à ce que les autorités adoptent le même langage et à ce que l'on en finisse avec « le mythe des *icyiiso* ». Il ne précisa pas ce qui devait remplacer « le mythe des *icyiiso* », mais

⁸³ Anonyme, carnet 1, entrée au 14.05.94 : Human Rights Watch/FIDH, entrelien, Butare, 5 juillet 1996.

⁸⁴ Dr. Jean-Berchmans Nshimyumuremyi, Vice-recteur, à Monsieur le Préfet, P2-12/226/94, 25 mai 1994 ; Sylvain Nsabimana, Préfet, à Monsieur le Vice-recteur, Butare (sans date, ni numéro) ; Dr. Jean-Berchmans Nshimyumuremyi, Vice-recteur, à Monsieur le Préfet, P2-18/236/94, 15 juin 1994 et ordre de paiement joint n°1955802 (préfecture de Butare).

⁸⁵ Human Rights Watch/FIDH, entrelien, Butare, 6 juillet 1996.

il est certain que la doctrine du génocide, comme forme d'autodéfense, domina les débats. Rwamucyo reprit également les propos tenus le 19 avril par Sindikubwabo en disant que « tous devaient comprendre qu'ils devaient "ravaler" pour gagner la guerre ». D'autres orateurs réitérèrent ces idées ; Eugène Uwimana prit la parole pour réclamer un contrôle minutieux des *Inyenzi* aux barrières et une aide pour tous ceux qui voulaient acheter des armes « pour se défendre »⁸⁶. Tous les enseignants n'approuvèrent pas la position défendue par Kambanda. Certains demandèrent que leur soit communiquée la liste des « ennemis » restant parmi le personnel de la faculté, que les autorités de l'université étaient censées avoir dressée. Leur demande fut rejetée.

Les étudiants ne participèrent pas à la réunion de Kambanda, mais certains se hâtèrent de lui exprimer leur soutien total. Les étudiants et les écoliers de la commune de Muganza diffusèrent quelques jours après un communiqué qui reprenait les opinions exprimées le 15 mai par Kambanda et par leurs professeurs. Peut-être encouragés par Élie Ndayambaje, ancien bourgmestre devenu étudiant et qui devait à nouveau être nommé bourgmestre peu après, les jeunes gens de la commune condamnaient « vigoureusement les *inyenzi inkotanyi* et leurs intentions diaboliques d'anéantir la masse populaire démocratique » pour prendre le pouvoir. Comme leurs aînés, ils réclamaient un entraînement militaire pour tous les jeunes et préconisaient « de doter dans les meilleurs délais la population des moyens efficaces d'autodéfense directe ». Ils condamnaient en outre « les propos mensongers » du FPR, selon lesquels les intellectuels de la région avaient été massacrés et dénonçaient la propagande de ce mouvement qui « intoxiquait » l'opinion à l'étranger. Ils appelaient la population « à rester vigilante, à dénoncer et à combattre tout élément suspect pouvant porter atteinte à la sécurité publique »⁸⁷.

Tandis que des enseignants et des membres du personnel médical participaient à ces activités, seulement sous la pression et pour assurer leur protection ou celle de Tutsi cachés à leur domicile, d'autres jouèrent un rôle beaucoup plus actif. Les professeurs Nzitabakuzi et Mutwewingabo, qui avaient présidé la réunion en vue d'organiser les rondes et les barrières à Butare, auraient été également vus dans le bureau du bourgmestre à la mi-mai : leurs vêtements étaient sales, ils avaient des sifflets autour du cou et avaient l'air de

⁸⁶ Anonyme, carnet 1, entrée au 14.05.94, Police judiciaire près le Parquet du Procureur du Roi de Bruxelles, section criminelle, Pvs. n°22.192 et n°44.450.

⁸⁷ Anatole Havugimana, Emmanuel Mbarushimana et Domina Ntakirutimana, « Itangazo ry'Abanyeshuri b'i Muganza » et sa traduction en français : « Déclaration des étudiants de la commune Muganza », 21 mai 1994 (préfecture de Butare).